

Brochure n° 3355

Convention collective nationale

IDCC : 2717. – **ENTREPRISES TECHNIQUES**
AU SERVICE DE LA CRÉATION ET DE L'ÉVÉNEMENT

■ *Journal officiel* du 1^{er} novembre 2008

Arrêté du 21 octobre 2008 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur des entreprises techniques du secteur audiovisuel

NOR : MTST0825187A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'accord national professionnel du 21 février 2008 portant diverses dispositions d'ordre social spécifiques aux entreprises techniques du secteur audiovisuel (1 annexe) ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 juin 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 3 octobre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord national professionnel du 21 février 2008 portant diverses dispositions d'ordre social spécifiques aux entreprises techniques du secteur audiovisuel (1 annexe), les dispositions de l'accord national professionnel susvisé.

Les termes : « sur une base journalière » figurant au deuxième alinéa du deuxième tiret du paragraphe « Précisions » du titre II et les termes : « , journalière ou » figurant au cinquième alinéa du deuxième tiret du paragraphe « Précisions » du titre II sont exclus comme étant contraires aux dispositions, d'une part, de l'article L. 3121-20 qui prévoient que les heures supplémentaires sont décomptées sur une base hebdomadaire et, d'autre part, des articles L. 3121-38 et L. 3121-39 qui précisent que les conventions de forfait sont établies sur une base hebdomadaire, mensuelle ou annuelle.

Les termes : « dans les conditions : salaire minimum brut mensuel = salaire horaire \times 35 heures \times 3,8 » figurant au dernier alinéa du titre II sont exclus comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 3242-1 du code du travail.

Les grilles de rémunérations annexées à l'accord devraient être exclues comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 3121-38 du code du travail.

Le titre II est étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 1242-15 et L. 3121-38 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord national professionnel susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord national professionnel.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord national professionnel susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/18, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.